

**SLIM OTHMANI,  
PRÉSIDENT DU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION DE  
NCA ROUIBA :**

# «Si j'étais

*Slim Othmani, 58 ans, est à la tête d'une entreprise familiale créée par son père en 1965, au temps fort des nationalisations à tour de bras. Compte tenu de sa modeste taille, la société est épargnée. Formé à l'américaine, le fils qui prendra la relève, va imprimer une nouvelle dynamique, de l'envergure et surtout un label aux jus Rouiba. Implantée au cœur de la zone industrielle, l'entreprise présente un profil*

*volontairement moderne. Le bureau du manager général, Number One, est fait dans une structure tout en métal et en verre. Le bureau directorial est, par conséquent, noyé dans la lumière. Au coin, un sac de golf - Slim Othmani nous apprend qu'il est président de fédération. Ses goûts pour les arts aussi sont traduits par plusieurs tableaux qui décorent les murs. Il fait donc partie de ces patrons formés dans les*

*grandes écoles qui ont réussi et chez lesquels la richesse est synonyme de prospérité et de coups de gueule contre les pesanteurs du climat des affaires qui, estiment-ils, les empêchent de mordre à pleines dents dans les opportunités qui se présentent à eux. Pour le Soir d'Algérie, Slim Othmani, sans détour et dans un ton qui est le sien, abordera ces questions et bien d'autres ...*

**Le Soir d'Algérie :** M. Slim Othmani, vous ne me contredirez pas si j'affirme que vous êtes au fait des secrets du sérail patronal si je me fie à vos déclarations qui tranchent par leur ton direct, dépourvues de métaphores. Est-ce la fougue du jeune entrepreneur qui prend le dessus dès lors qu'il s'agit de vous positionner sur les sujets qui touchent au climat des affaires et l'entreprise ?

**Slim Othmani :** D'abord, à 58 ans, je ne suis pas jeune, je me rapproche gentiment de la retraite. C'est mon tempérament comparé à ceux qui sont plus policés et qui arrondissent les angles. Je préfère les situations où les problèmes sont ouvertement posés même si, par moments, je le reconnais, je n'y mets pas la forme. On me le reproche souvent mais je suis comme ça, je ne peux pas me renier...

Voilà, tout le monde sait la manière avec laquelle vous avez claqué la porte du FCE en vous opposant notamment à son fonctionnement interne et au cartel de chefs d'entreprises qui lui dicteraient sa ligne politique. L'avenir vous conforte-t-il dans vos griefs d'alors ?

Ce geste va me coller à la peau pour des années, mais cela ne me dérange pas. Je ne le regrette pas parce que cela correspond à ces valeurs qui m'ont fait dans mon éducation, ma personnalité et dans la cohérence de mon parcours qui n'est pas exceptionnel, celui d'un chef d'entreprise qui a connu des échecs et des réussites. Je ne fais pas partie de ces chefs d'entreprises comme Issad Rebrab qui ont un parcours exceptionnel et une réussite fantastique. Ce coup de gueule reflète parfaitement ce que je pensais et je l'ai écrit pour garder la trace précise de l'état d'esprit qui m'animait à ce moment-là. Aujourd'hui, quand je relis mon texte (Ndlr : lettre de démission), je confirme la justesse de ma décision. Ce qui se passe aujourd'hui ne me concerne plus en tant que chef d'entreprise mais m'interpelle en tant que citoyen.

Justement, il se trouve que l'actualité du Forum des chefs d'entreprises est dominée aujourd'hui par, si j'ose dire, l'affaire Ali Haddad et ses déclarations faites en Chine et la volée de bois vert que lui envoient M<sup>me</sup> Saïda Nezgha de l'ACGEA et Youcef Yousfi de la CGEA qui, lui, lui reproche de faire du lobbying et de marginaliser son organisation. Alors quel est votre sentiment ?

**Ce qui se passe aujourd'hui au FCE ne me concerne plus en tant que chef d'entreprise mais m'interpelle en tant que citoyen.**

J'énoncerai un aphorisme d'Oscar Wilde qui ne signifie pas que je défends le président du Forum mais explique ce qui se passe dans l'environnement algérien : «Chaque fois que vous produisez un effet vous vous donnez un ennemi. Il faut être médiocre pour rester célèbre ou populaire.» Nous sommes dans une société où la vox populi n'aime pas les gens trop exposés, sous les feux de la rampe en permanence



Slim Othmani.

et qui font du bruit. J'en fais partie, mon attitude va donc me créditer de quelques ennemis de plus.

**Puisqu'il s'agit du président, pensez-vous que Ali Haddad, que tout le monde sait être proche du cercle présidentiel, est un président élu par la seule volonté d'un groupe restreint de patrons et qu'il ne fait donc pas l'unanimité ? Est-il l'homme qu'il ne faut pas à la place qu'il faut ?**

Dans le cas du Forum, il y a deux volets : positif et négatif. Depuis toujours, on a insisté sur la nécessité d'avoir un canal de communication entre le pouvoir et le monde des affaires y compris au niveau d'un think tank, Care (Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise) que j'anime. Nous disons qu'il nous faut un patronat structuré, unifié qui parle d'une seule voix, qu'on ait une sorte de Medef algérien.

Son atomisation voulue par le pouvoir il y a quelques années n'aide pas à l'émergence d'un patronat solide. Aujourd'hui, le pouvoir donne l'impression d'avoir compris son importance et a donc choisi le Forum. Mais il communique mal. En encourageant son unification, il ne l'a pas fait dans les règles de l'art.

**En clair, cela veut dire ...**

Sous l'autorité du Premier ministre ou un haut représentant de l'Etat, il faut réunir tout le monde pour faire l'état des lieux en insistant sur son apport à un bon fonctionnement de l'économie, sa visibilité à l'international et pour les patrons eux-mêmes. Il faut un patronat structuré et organisé sur la base de propositions à élaborer dans les meilleurs délais. Dans le cas contraire, passé les

délais, il faut décider d'autorité. Car, aujourd'hui, on a besoin d'une institution forte au même titre que l'UGTA (Ndlr : membre de la tripartite), qui a un rôle important à jouer dans le développement économique de l'Algérie, se battre pour les réformes, échanger, dialoguer avec le partenaire social. Ce n'est pas le Forum mais le patronat qui doit discuter avec l'UGTA. On n'a pas à nous fournir un code de travail pesé, approuvé par le pouvoir et l'UGTA et à nous de l'avaliser. Le choix a été mal fait, il s'est porté sur un groupe. Le Forum, qui est un canal de communication privilégié avec le pouvoir, peut porter des revendications. Le président du Forum commet quelques indelicatesses dans ses rapports avec le gouvernement, les ambassadeurs en s'exposant aux yeux de l'opinion publique.

**La proximité avec le pouvoir de M. Ali Haddad, le président actuel, est-elle un avantage pour porter les revendications patronales ?**

Elle pourrait l'être s'il y avait de l'objectivité. Or, c'est une proximité subjective donc le patronat ne pourra pas porter des revendications fortes, il ne pourra que s'inscrire dans la politique dictée par le gouvernement en se posant dans un simulacre d'opposition ou d'émancipation. On est dans une situation d'un patronat désigné, non représentatif, ni en nombre ni en structures. Ces derniers temps, on notera une certaine nervosité ou rébellion de la part des autres associations pour dire : «Hé, ho, on existe !» Mais le pouvoir semble leur signifier que c'est lui qui les a faits et qu'aujourd'hui,

**Dans sa forme actuelle, la Bourse d'Alger ne sert à rien.**

il siffle la fin de la partie : «Je n'ai plus envie que vous existiez.» C'est le message actuel. Mais nous ne sommes pas dans un système monolithique ; dans le cercle du pouvoir fractionné, existent d'autres forces qui ont peut-être actionné ces associations.

**Vous dénoncez, sans doute comme personne d'autre de votre secteur, la corruption qui gangrène le climat des affaires et hypothèque le développement de l'entreprise, et partant, l'économie. L'Algérie devient la risée, plus grave, ce phénomène devient incontrôlable et menace les assises de tout le pays. Peut-on sortir de ce cercle infernal et comment, selon vous ?**

Je viens de recevoir, à sa demande, un investisseur international que je ne connais pas. Il a demandé à me voir parce qu'il s'est trouvé face à une forme de corruption dont s'est rendu coupable un inspecteur des douanes. Il me demande quelle attitude prendre. Bien sûr, la seule chose à faire est de le dénoncer car, si vous mettez le doigt dans cet engrenage, ç'en est fait de vous puisque ça ne finira jamais. La corruption existe partout dans le monde, c'est un problème de société. Nous vivons aujourd'hui un grand problème. Je vais tenter quelques explications. C'est vrai qu'il y a des soucis de pouvoir d'achat. Je dois dire que l'Etat subventionne tout, déclassant ainsi la valeur du travail. Les mécanismes de subventions

**Entretien réalisé par  
Brahim Taouchichet**

sont mal gérés, ces subventions sont mal orientées. Il y a beaucoup de questions dans la société qui ne sont pas prises en charge, comme la santé. Pour l'envoi à l'étranger d'un membre de la famille, un parent va profiter du poste qu'il occupe pour trouver l'argent nécessaire, et c'est ainsi que tout commence. Il se dit «je l'ai fait une fois, je peux le refaire pour d'autres besoins». Inconsciemment, c'est tout un mécanisme de corruption qui est déclenché. Par ailleurs, l'administration telle qu'elle est n'encourage pas l'individu sur la base d'une «méritocratie», il n'est pas valorisé. Il évolue alors au gré des accointances politiques. Vous êtes avec le pouvoir, vous montez très vite ; dans un autre parti politique, vous êtes au plus bas, voire exclu. Nous sommes dans un système qui stabilise les «baltadja» du pouvoir...

**En conséquence, l'Algérie occupe une place pas du tout honorable dans le classement du Forum économique mondial qui la relègue à la 79<sup>e</sup> place sur 144 sur la base d'indicateurs comme les compétences, la création et l'innovation, l'attractivité du marché, etc. Cela fait de nous un pays comme vous l'avez déclaré : «A la traîne des pays émergents.» L'Algérie ne mérite-t-elle pas mieux ?**

Une précision. Il faut distinguer cette corruption liée à l'absence de mécanismes de contrôle dans la commande publique tant en

service qu'en infrastructure (le rail, l'avion, les routes, les autoroutes, les ports, les barrages, les études, etc.). Cela est le cas dans tous les pays du monde. En Algérie, il existe un organisme de lutte contre la corruption mais ce n'est pas ce qu'il faut.

**Qui contrôle qui ?**

Des cabinets indépendants nationaux ou internationaux ou nationaux associés à l'international peuvent faire des audits sur une autoroute, un barrage, etc. et voir s'il y a eu des dépassements ou quelconques anomalies. Malheureusement, ça ne se fait pas. Ensuite, il y a la petite corruption pour l'obtention d'un service ou d'un document administratif. La corruption moyenne à 100 000 DA et plus. On n'est pas différent des autres pays. Même au Canada, il y a de la corruption.

**Un phénomène de société ?**

Je dirais plutôt de système, de règles de fonctionnement et de mise en place de mécanismes de contrôle.

Il n'y a pas aussi suffisamment d'informations dans la société dans le sens data, de système informatique, de recoupement au ministère des Finances non dans un esprit de répression mais pour la prévention et l'information du public sur la transparence des opérations qu'il aura à entreprendre, ceci grâce aux liens entre les différentes institutions par le système informatique.